

*Délibération n° 152/2018 du 23 août 2018 portant modification
de la délibération n° 156/2017 du 28 juillet 2017 approuvant l'acquisition et le plan de financement
d'un compresseur ARI électrique sur remorque pour le service incendie*

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PUNAAUIA

- **VU** la loi n° 71/1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** le décret n° 72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n° 2007-223 du 21 février 2007 puis par la loi organique 2007-1719 du 07 décembre 2007 ;
- **VU** l'ordonnance n° 2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- **VU** la délibération n° 156/2017 du 28 juillet 2017 approuvant l'acquisition et le plan de financement d'un compresseur ARI électrique sur remorque pour le Service de secours incendie ;
- **VU** l'arrêté n° HC 154/DIE du 15 mars 2018 relatif aux décisions prises par le Comité des Finances Locales dans sa séance plénière du 1^{er} mars 2018 ;
- **VU** l'avis favorable de la Commission Equipement et développement communal réunie le 3 août 2018 ;
- Après avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 23 août 2018 ;

ADOPTE

Article 1 – Est approuvé le plan de financement pour l'acquisition d'un compresseur ARI électrique sur remorque modifié comme suit :

COMPRESSEUR ARI ELECTRIQUE SUR REMORQUE		
BAILLEUR DE FONDS	MONTANT EN CFP TTC	
Fond intercommunal de péréquation (FIP)	411 926	50%
Commune de Punaauia	411 925	50%
TOTAL	823 851	100 %

Article 2 – La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 3 – Le Maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 23 août 2018,

Extrait certifié conforme au registre des délibérations,

Le secrétaire de séance,

Pour le Maire empêché
Le 1^{er} Adjoint,

Tania MANEA-LYAU

Simplicio LISSANT

